

UNIVERSAL POSTAL UNION.

ADDITIONAL ACTS OF LISBON.

MARCH 21, 1885.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Acte Additionnel de Lisbonne à La Convention du 1er Juin 1878 conclu entre l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, les États-Unis de Colombie, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises, le Canada, l'Inde Britannique, la Grèce, le Guatemala, la République de Haïti, le Royaume de Hawaï, la République du Honduras l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, le Paraguay, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, La Roumanie, la Russie, le Salvador, la Serbie, le Royaume de Siam, la Suède et Norvège, la Suisse, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Vénézuéla.

Additional Act of Lisbon to The Convention of the 1st of June 1878 concluded between Germany, the United States of America, the Argentine Republic, Austria Hungary, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chili, the United States of Colombia, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France and the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, Canada, British India, Greece, Guatemala, the Republic of Haiti, the Kingdom of Hawaii, the Republic of Honduras, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Paraguay, the Netherlands and the Netherland Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Salvador, Servia, the Kingdom of Siam, Sweden and Norway, Switzerland, Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus désignés, réunis en Congrès à Lisbonne,

En vertu de l'article 19 de la Convention conclue à Paris le 1^{er} Juin 1878,

Ont, d'un commun accord et sans réserve de ratification, arrêté l'Acte additionnel suivant :

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Lisbon,

By virtue of article 19 of the Convention concluded at Paris on the 1st of June 1878,

Have, by common consent, and subject to ratification, adopted the following additional Act :

ARTICLE PREMIER.

La Convention du 1^{er} Juin 1878 est modifiée comme suit :

I.

L'article 2 portera dorénavant la rédaction suivante :

Article 2.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises, originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également, quant au parcours dans le ressort de l'Union, à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes, au moins.

Tous les pays contractants ne sont pas tenus d'émettre des cartes avec réponse payée, mais ils assument l'obligation de renvoyer les cartes-réponse reçues des autres pays de l'Union.

II.

L'article 4 est modifié comme suit :

L'alinéa 8 est remplacé par la disposition ci-après :

2^o. Que, partout où les frais de transit maritime sont fixés actuellement à 5 francs par kilogramme de lettres ou de cartes postales, et à 50 centimes par kilogramme d'autres objets, ces prix sont maintenus.

L'alinéa 13 est modifié comme suit :

Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les trois ans, pendant une période de 28 jours à déterminer

ARTICLE 1.

The Convention of the 1st of June 1878 is modified as follows :

I.

Article 2 will, hereafter, read as follows :

Article 2.

The stipulations of this Convention extends to letters, to simple postal cards and postal cards with paid reply, to printed matter of all kinds, commercial papers, and samples of merchandise, originating in one of the countries of the Union, and intended for another of those countries. They also apply, as far as regards conveyance within the Union, to the exchange by mail of the articles above mentioned between the countries of the Union and countries foreign to the Union, whenever that exchange makes use of the services of two of the contracting parties at least.

All the contracting countries are not obliged to issue postal cards with paid reply, but they assume the obligation to return reply-cards received from other countries of the Union.

II.

Article 4 is modified as follows :

The following provision is substituted for paragraph 8 :

2d. That wherever the rate of sea-transit is at present fixed at 5 francs per kilogramme of letters or postal cards, and at 50 centimes per kilogramme of other articles, these rates are maintained.

Paragraph 13 is modified as follows :

The general settlement of these expenses takes place on the basis of statements prepared every three years, during a period of 28 days to

dans le Règlement d'exécution prévu par l'article 14 ci-après.

Le 14^e a' inéa est remplacé par la disposition suivante :

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, la correspondance des administrations postales entre elles, les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste ou avis d'émission de mandats, et tous autres documents relatifs au service postal.

III.

L'article 5 est modifié comme suit :

Le 3^e alinéa portera dorénavant :

2^e. Pour les cartes postales, à 10 centimes pour la carte simple ou pour chacune des deux parties de la carte avec réponse payée.

La 2^e phrase due 7^e alinéa commençant par les mots : " Par mesure de transition " est supprimée.

Le 14^e alinéa portera dorénavant :

4^e. Enfin aux paquets de papiers d'affaires et d'imprimés de toute nature dont le poids dépasse 2 kilogrammes ou qui présentent sur l'un des côtés une dimension supérieure à 45 centimètres.

IV.

Il est intercalé entre les articles 5 et 6 un nouvel article ainsi conçu :

ARTICLE 5 bis.

L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou

be determined on in the Regulations of execution referred to in Article 14 hereafter.

The following provision is substituted for paragraph 14 :

Correspondence of the Postal Administrations with each other, postal reply-cards returned to the country of origin, articles reforwarded or missent, undeliverable articles, return-receipts, post-office money orders, or advices of the issue of orders, and all other documents relative to the postal service, are exempt from all transit charges, whether territorial or maritime.

III.

Article 5 is modified as follows :

The 3d paragraph will hereafter read as follows :

2d. For postal cards, 10 centimes for a simple card or for each of the two parts of a postal card with paid reply.

The second clause of the seventh paragraph commencing with the words : " As a temporary arrangement " is suppressed.

Paragraph 14 will hereafter read as follows :

4th. Lastly, to packets of commercial papers and prints of all kinds the weight of which exceeds 2 kilogrammes or the dimensions of which in any direction exceed 45 centimeters.

IV.

There is inserted between articles 5 and 6 a new article reading as follows :

ARTICLE 5, bis.

The sender of an article of correspondence may cause it to be withdrawn from the service, or cause the address to be changed, as long as this article has not been delivered to the addressee.

The request to be formulated for this purpose is transmitted by mail

par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, savoir :

1°. Pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée;

2°. Pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme d'après le tarif ordinaire.

Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays dont la législation ne permet pas à l'expéditeur de disposer d'un envoi en cours de transport.

V.

Les 5 derniers alinéas de l'article 6, depuis les mots: "En cas de perte d'un envoi recommandé" &c., sont supprimés, et il est ajouté, à la suite du même article, un nouvel article portant:

ARTICLE 6 bis.

En cas de perte d'un envoi recommandé et sauf le cas de force majeure, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire a droit à une indemnité de 50 francs.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu.

Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'Office expéditeur,

or by telegraph, at the expense of the sender, who has to pay :

1st for every request by mail, the rate applicable to a single registered letter;

2d for every request by telegraph, the charge for the telegram according to the ordinary rates.

The provisions of this article are not compulsory in countries, the legislation of which does not allow the sender to dispose of an article in course of transportation.

V.

The last 5 paragraphs of article 6, after the words: "In case of the loss of a registered article" &c., are suppressed, and, after said article, a new article is added reading as follows:

ARTICLE 6 bis.

In case of the loss of a registered article, and except in case of *force majeure*, the sender, or at his request, the addressee, is entitled to an indemnity of 50 francs.

The obligation to pay the indemnity is incumbent on the Administration under which the despatching office belongs. This Administration has the right to make a reclamation on the responsible administration, that is to say, on the Administration within whose territory or in whose service the loss has occurred.

Until the contrary is proved, the responsibility rests with the Administration which, after having received the article without making any remark, cannot prove either its delivery to the addressee, or its regular transmission to the next Administration.

The payment of the indemnity by the despatching office should be made as soon as possible, and at the latest, within the period of one year dating from the day of the reclamation. The responsible office is bound to reimburse without

le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de l'envoi recommandé; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

Si la perte a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux Administrations en cause supportent le dommage par moitié.

Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont les ayant droit ont donné reçu et pris livraison.

Par mesure de transition, il est permis aux Administrations des pays hors d'Europe, dont la législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, d'ajourner l'application de la clause qui précède jusqu'au jour où elles auront pu obtenir, du pouvoir législatif, l'autorisation d'y souscrire. Jusqu'à ce moment, les autres Administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

VI.

Il est intercalé entre les articles 9 et 10 un nouvel article ainsi conçu :

ARTICLE 9 bis.

Les objets de correspondance de toute nature sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays de l'Union qui consentent à se charger de ce service dans leur relations réciproques.

Ces envois, qui sont qualifiés "ex-

delay to the despatching office the amount of the indemnity paid by it.

It is understood that the reclamation is only admitted within the period of one year from the time when the registered article was mailed; after this period has passed, the claimant has no right to any indemnity.

If the loss has occurred during transportation between the exchange offices of two neighboring countries, and it is impossible to ascertain on which of the two territories it has taken place, the two Administrations concerned bear the loss in equal proportions.

The Administrations cease to be responsible for registered articles, the addressees of which have given a receipt for them and have accepted them.

As a temporary measure, the Administrations of the countries beyond Europe, whose legislation is at present opposed to the principle of responsibility, are permitted to postpone the application of the preceding clause until the time when they shall have obtained, from the legislative power, authority to subscribe to it. Up to that time, the other Administrations of the Union are not bound to pay an indemnity for the loss, in their respective services, of registered articles addressed to or originating in the said countries.

VI.

A new article is inserted between articles 9 and 10, reading as follows :

ARTICLE 9 bis.

Articles of correspondence of every kind are, at the request of the senders, delivered at the residence of the addressees by a special carrier immediately after their arrival, in countries of the Union which consent to undertake this service in their reciprocal relations.

These articles, which are indorsed

près", sont soumis à une taxe spéciale de remise à domicile; cette taxe est fixée à 30 centimes et doit être acquittée complètement et à l'avance, par l'expéditeur, en sus du port ordinaire. Elle est acquise à l'Administration du pays d'origine.

Lorsque l'objet est destiné à une localité où il n'existe pas de bureau de poste, l'Administration des postes destinataire peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans son service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance, sont distribués par les moyens ordinaires.

VII.

L'Article 10 portera dorénavant la rédaction suivante :

ARTICLE 10.

Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

Les correspondances tombées en rebut ne donnent pas lieu à restitution des droits de transit revenant aux Administrations intermédiaires, pour le transport antérieur des dites correspondances.

VIII.

Les trois premiers alinéas de l'article 11 sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes :

Il est interdit au public d'expédier par la voie de la poste :

1°. Des lettres ou paquets contenant des pièces de monnaie;

2°. Des envois quelconques contenant des objets passibles de droits de douane;

"express," are subject to a special charge for delivery at the residence; this charge is fixed at 30 centimes, and must be paid in full, and in advance, by the sender, over and above the ordinary postage. It is paid to the Administration of the country of origin.

If the article is destined for a locality where there is no post-office, the Administration of Posts of the country of destination may levy an additional charge, to the amount of the rate fixed for delivery by express in its domestic service, a deduction being made of the fixed rate paid by the sender, or of its equivalent in the money of the country which levies this additional charge.

"Express" articles upon which the entire charges which are payable in advance are not fully prepaid are delivered by the ordinary means.

VII.

Article 10 will, in future, read as follows:

ARTICLE 10.

No additional charge is levied for the reforwarding of postal matter within the interior of the Union.

Undeliverable correspondence does not give rise to a restitution of the transit charges due to intermediary administrations for the previous conveyance of said correspondence.

VIII.

The first three paragraphs of Article 11 are suppressed, and are replaced by the following provisions:

It is forbidden to the public to send by mail:

1°. Letters or packets containing pieces of money;

2°. Any packets whatever containing articles liable to customs duty.

3°. Des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux ou autres objets précieux, mais seulement dans le cas où leur insertion ou expédition serait défendue d'après la législation des pays intéressés.

IX.

L'article 13 est modifié comme suit:

ARTICLE 13.

Le service des lettres avec valeurs déclarées, et ceux des mandats de poste, des colis postaux, des valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, etc., font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

X.

La finale du dernier alinéa de l'article 14 à partir des mots: "pour les conditions de la remise des lettres par exprès", est supprimée, et cet alinéa portera dorénavant:

Il est toutefois permis aux Administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.

XI.

Le 1^{er} alinéa de l'article 15 reçoit la rédaction suivante:

La présente Convention ne porte point altération à la législation de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

XII.

L'article 17 est modifié comme suit:

ARTICLE 17.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union,

3°. Gold or silver bullion, precious stones, jewelry, or other precious articles, but only in case the legislation of the countries concerned prohibits their being placed in the mails or their being forwarded.

IX.

Article 13 is modified as follows:

ARTICLE 13.

The service of letters with declared value, and the services of money orders, postal parcels, amounts to be collected, books of identity &c., form the subject of special arrangements between the different countries or groups of countries of the Union.

X.

The last part of the last paragraph of Article 14, commencing with the words: "for the conditions of the delivery of letters by express", is suppressed, and this paragraph will read in future as follows:

The Administrations interested are, however, permitted to come to mutual arrangements for the adoption of lower rates of postage, within a radius of 30 kilometers.

XI.

The first paragraph of Article 15 is worded as follows:

The present Convention involves no alteration in the legislation as regards anything which is not provided for by the stipulations contained in this Convention.

XII.

Article 17 is modified as follows:

ARTICLE 17.

In case of disagreement between two or more members of the Union,

relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Administration en cas de perte d'un envoi recommandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les Arrangements conclus en vertu de l'article 13 de la Convention du 1^{er} Juin 1878, modifié par l'article 1^{er}, chiffre IX, du présent Acte additionnel.

XIII.

Les 2^e et 3^e alinéas de l'article 20 porteront dorénavant :

1^o. L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent article et des articles 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 9, et 9, bis précédents ;

2^o. Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 9, 9 bis, et 20 ;

ARTICLE 2.

1.—Le présent Acte additionnel entrera en vigueur le 1^{er} Avril 1886 et aura la même durée que la Convention conclue à Paris le 1^{er} Juin 1878.

2.—Il sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les Actes de ratification seront échangés à Lisbonne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés

as to the interpretation of the present Convention, or as to the responsibility of an Administration in case of the loss of a registered article, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

The decision of the arbitrators is given by the absolute majority of the votes.

In case the votes are equally divided, the arbitrators choose, in order to settle the difference, another Administration equally disinterested in the disputed question.

The provisions of the present article apply likewise to all the Agreements concluded in virtue of Article 13 of the Convention of June 1, 1878, modified by Article 1, Number IX, of the present Additional Act.

XIII.

The 2nd and 3d paragraphs of Article 20 will hereafter read as follows :

1st. Unanimity of votes, if they involve a modification of the stipulations of the present article, and of articles 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 9, and 9 bis preceding ;

2nd. Two-thirds of the votes, if they involve a modification of the stipulations of the Convention other than those of articles 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 9, 9 bis, and 20 ;

ARTICLE 2.

1.—The present Additional Act will take effect on the 1st of April 1886, and will remain in force for the same period as the Convention concluded at Paris on the 1st of June, 1878.

2.—It shall be ratified as soon as possible. The Acts of ratification shall be exchanged at Lisbon.

In faith of which, the plenipotentiaries of the countries above

ont signé le présent Acte additionnel à Lisbonne, le vingt et un mars mil huit cent quatre-vingt-cinq.

enumerated have signed the present Additional Act at Lisbon, the twenty-first of March, one thousand eight hundred and eighty-five.

<i>Pour l'Allemagne :</i>	SACHSE. FRITSCH.
<i>Pour les États-Unis d'Amérique :</i> .	WILLIAM T. OTTO. JAS. S. CRAWFORD.
<i>Pour la République Argentine :</i> . .	F. P. HANSEN.
<i>Pour l'Autriche :</i>	DEWEZ. VARGES.
<i>Pour la Hongrie :</i>	GERVAY.
<i>Pour la Belgique :</i>	F. GIFE.
<i>Pour la Bohême :</i>	JOAQUIN CASO.
<i>Pour le Brésil :</i>	LUIZ C. P. GUIMARÃES.
<i>Pour la Bulgarie :</i>	R. IVANOFF.
<i>Pour le Chili :</i>	M. MARTINEZ.
<i>Pour les États-Unis de Colombie :</i> .	CÉSAR CONTO.
<i>Pour la République de Costa-Rica :</i>	
<i>Pour le Danemark et les Colonies Danoises :</i>	LUND.
<i>Pour la République Dominicaine :</i> .	P. GOMES DA SILVA.
<i>Pour l'Égypte :</i>	W. F. HALTON.
<i>Pour l'Équateur :</i>	ANTONIO FLORES.
<i>Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles :</i>	S. ALVAREZ BUGALLAL. A. HERCE.
<i>Pour la France :</i>	LABOULAYE. A. BESNIER.
<i>Pour les Colonies Françaises :</i> . . .	LABOULAYE.
<i>Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises :</i>	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour le Canada :</i>	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour l'Inde Britannique :</i>	H. E. M. JAMES.
<i>Pour la Grèce :</i>	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour le Guatemala :</i>	J. CARRERA.
<i>Pour la République de Haïti :</i> . . .	LABOULAYE. ANSAULT.
<i>Pour le Royaume de Hawaï :</i>	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour la République du Honduras :</i> .	J. CARRERA.
<i>Pour l'Italie :</i>	J. B. TANTESIO.
<i>Pour le Japon :</i>	YASUSHI NOMURA.
<i>Pour la République de Libéria :</i> . .	COMTE SENMARTI.
<i>Pour le Luxembourg :</i>	CH. RISCHARD.
<i>Pour le Mexique :</i>	L. BRETON Y VEDRA.
<i>Pour le Monténégro :</i>	DEWEZ. VARGES.
<i>Pour le Nicaragua :</i>	MANUEL J. ALVEZ DINIZ.
<i>Pour le Paraguay :</i>	F. A. REBELLO.
<i>Pour les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises :</i>	HOFSTEDE. B. SWEERTS DE LANDAS-WYBORGH.

<i>Pour le Pérou :</i>	.....
<i>Pour la Perse :</i>	.....	N. SEMINO.
<i>Pour le Portugal :</i>	.....	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS. ERNESTO MADEIRA PINTO.
<i>Pour les Colonies Portugaises :</i>	..	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
<i>Pour la Roumanie :</i>	.....	JON GHIKA.
<i>Pour la Russie :</i>	.....	N. DE BESAK. GEORGES DE POGGENPOHL.
<i>Pour le Salvador :</i>	.....
<i>Pour la Serbie :</i>	.....
<i>Pour le Royaume de Siam :</i>	.....	PRISDANG.
<i>Pour la Suède :</i>	.....	W. ROOS.
<i>Pour la Norvège :</i>	.....	HERALD ASCHE.
<i>Pour la Suisse :</i>	.....	ED. HÖHN.
<i>Pour la Turquie :</i>	.....
<i>Pour l'Uruguay :</i>	.....	ENRIQUE KUBLY.
<i>Pour le Vénézuéla :</i>	.....	J. L. PERIA. CRESPO.

Regulations of Detail and Order.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Acte Additionnel de Lisbonne au Règlement de Détail et d'Ordre pour l'Exécution de La Convention du 1er Juin 1878 conclu entre L'Allemagne, Les États-Unis d'Amérique, La République Argentine, L'Autriche-Hongrie, La Belgique, La Bolivie, Le Brésil, La Bulgarie, Le Chili, Les États-Unis de Colombie, La République de Costa Rica, Le Danemark et Les Colonies Danoises, La République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies espagnoles, la France et les Colonies Françaises, La Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises, le Canada, L'Inde Britannique, La Grèce, Le Guatemala, la République De Haïti, Le Royaume de Hawaï, La République du Honduras, L'Italie, Le Japon, La République de Libéria, Le Luxembourg, Le Mexique, Le Monténégro, Le Nicaragua, Le Paraguay, Les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, Le Pérou, La Perse, Le

Additional Act of Lisbon to the Regulations of Detail and Order for the execution of The Convention of the 1st of June 1878 concluded between Germany, the United States of America, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Chili, the United States of Colombia, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France and the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, Canada, British India, Greece, Guatemala, the Republic of Haiti, the Kingdom of Hawaii, the Republic of Honduras, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Nicaragua, Paraguay, the Netherlands and the Netherlands Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Salvador, Servia, the Kingdom of Siam, Sweden

Portugal et les Colonies Portugaises, La Roumanie, La Russie, Le Labrador, La Serbie, Le Royaume de Siam, La Suède et Norvège, La Suisse, La Turquie, L'Uruguay, et Les États-Unis de Vénézuéla.

and Norway, Switzerland, Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.

Les soussignés, vu l'Article XXXIV du Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention du 1^{er} Juin 1878, sont, au nom de leurs Administrations respectives, convenus d'apporter à ce Règlement les modifications suivantes, qui seront exécutoires à partir du 1^{er} Avril 1886 :

The undersigned, in accordance with Article XXXIV of the Regulations of detail and order for the execution of the Convention of the 1st of June 1878, have, in the name of their Administrations, agreed to make the following modifications in these Regulations, which will take effect on the 1st of April 1886:

1.

L'article III est complété par la disposition suivante, qui en formera le 4^e alinéa :

3^e. Celui qui est établi pour le transport des dépêches par chemin de fer entre Colon et Panama.

1.

Article III is completed by the following provision, which will form its 4th paragraph :

3d. That which is established for the conveyance of mails by railroad between Colon and Panama.

2.

Le tableau des équivalents figurant à l'article IV est remplacé par le tableau ci-après :

Pays de l'Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Allemagne	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
Argentine (République)	8 centavos	4 centavos	2 centavo.
Autriche-Hongrie	10 kreuzer	5 kreuzer	3 kreuzer.
Bolivie	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Bésil	100 reis	50 reis	25 reis.
Canada	5 cents	2 cents	1 cent.
Chili	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Costa Rica	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Danemark	20 öre	10 öre	5 öre.
Colonies Danoises :			
Groenland	20 öre	10 öre	5 öre.
Antilles Danoises	5 cents	2 cents	1 cent.
Dominicaine (République)	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Egypte	1 piastre	20 paras	10 paras.
Équateur	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Colonies Espagnoles :			
Cuba et Porto Rico	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Iles Philippines	5 centimos de peso	2 centimos de peso	1 centimo de peso.
États-Unis d'Amérique	5 cents	2 cents	1 cent.
États-Unis de Colombie	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Grande-Bretagne	2½ pence	1 penny	½ penny.
Colonies Anglaises :			
Antigua, Bahamas (Iles), Barbade, Bermudes, Côte d'Or, Dominique, Falkland, (Iles), Gambie, Grenade, Honduras, Jamaïque, Lagos, Montserrat, Nevis, St.-Christophe, Ste-Lucie, St. Vincent, Sierra-Léone, Tabago, Trinité, Turques (Iles) et Vierges (Ile).	2½ pence	1 penny	½ penny.
Guyane anglaise, Hong Kong, Labuan, Straits-Settlements et Terre-Neuve.	5 cents	2 cents	1 cent.
Maurice (Ile) et dépendances	10 cent. de roupie.	4 cent. de roupie ..	2 cent. de roupie.
Chypre	2 piastres ou 80 paras.	1 piastre ou 40 paras.	½ piastre ou 20 paras.
Ceylon	14 cent. de roupie.	5 cent. de roupie ..	2½ cent. de roupie.
Guatemala	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Haiti	5 centavos de piastre.	2 centavos de piastre.	1 centavo de piastre.
Hawaï	5 cents	2 cents	1 cent.
Honduras (République du)	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Inde Britannique	2 annas	½ anne	¼ anne.
Japon	5 sen	2 sen	1 sen.
Libéria	5 cents	2 cents	1 cent.
Mexique	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Monténégro	10 soldi	5 soldi	3 soldi.
Nicaragua	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Norvège	20 öre	10 öre	5 öre.
Paraguay	5 centavos de peso	2 centavos de peso	1 centavo de peso.
Pays-Bas et Colonies néerlandaises	12½ cents	5 cents	2½ cents.
Pérou	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Perse	6 shahis	2 shahis	1 shahi.
Portugal et Colonies portugaises, sauf l'Inde portugaise.	50 reis	20 reis	10 reis.
Inde portugaise	2 tangas	10 reis	5 reis.
Russie	7 kopeks	3 kopeks	2 kopeks.
Salvador	5 centavos de peso	2 centavos de peso	1 centavo de peso.
Siam	7½ atts	3 atts	1½ att.
Suède	20 öre	10 öre	5 öre.
Turquie	40 paras	20 paras	10 paras.
Uruguay	5 centavos de piastre.	2 centavos de piastre.	1 centavo de piastre.

2.

The table of equivalents given in Article IV is replaced by the following table:

Countries of the Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Germany.....	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.....
Argentine Republic.....	8 centavos	4 centavos	2 centavos.....
Austria-Hungary.....	10 krenzer	5 krenzer	3 krenzer.....
Bolivia.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Brazil.....	100 reis	50 reis	25 reis.....
Canada.....	5 cents	2 cents	1 cent.....
Chili.....	5 centavos	3 centavos	1 centavo.....
Costa Rica.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Denmark.....	20 øre	10 øre	5 øre.....
Danish Colonies:			
Greenland.....	20 øre	10 øre	5 øre.....
Danish Antilles.....	5 cents	2 cents	1 cent.....
Dominican Republic.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Egypt.....	1 piastre	20 paras	10 paras.....
Ecuador.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Spanish Colonies:			
Cuba and Porto Rico.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Philippine Islands.....	5 centimos de peso.....	2 centimos de peso.....	1 centimo de peso.....
United States of America.....	5 cents	2 cents	1 cent.....
United States of Columbia.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Great Britain.....	2½ pence	1 penny	½ penny.....
British Colonies:			
Antigua, Bahamas, Barbados, Bermuda, Gold Coast, Dominica, Falkland Islands, Gambia, Grenada, Honduras, Jamaica, Lagos, Montserrat, Nevis, St. Christoph, St. Lucia, St. Vincent, Sierra Leone, Tobago, Trinidad, Turks Islands, Virgin Islands.....	2½ pence	1 penny	½ penny.....
British Guiana, Hong Kong, Labuan, Straits Settlements and Newfoundland.....	5 cents	2 cents	1 cent.....
Manritius and dependencies.....	10 cent. de roupie.....	4 cent. de roupie.....	2 cent. de roupie.....
Cyprus.....	2 piastres or 80 paras.....	1 piastre or 40 paras.....	½ piastre or 20 paras.....
Ceylon.....	14 cent. de roupie.....	5 cent. de roupie.....	2½ cent. de roupie.....
Guatemala.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Haiti.....	5 centavos de piastre.....	2 centavos de piastre.....	1 centavo de piastre.....
Hawaii.....	5 cents	2 cents	1 cent.....
Honduras (Republic of).....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
British India.....	2 annas	½ anna	¼ anna.....
Japan.....	5 sen	2 sen	1 sen.....
Liberia.....	5 cents	2 cents	1 cent.....
Mexico.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Montenegro.....	10 soldi	5 soldi	3 soldi.....
Nicaragua.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Norway.....	20 øre	10 øre	5 øre.....
Paraguay.....	5 centavos de peso.....	2 centavos de peso.....	1 centavo de peso.....
Netherlands and Netherland Colonies.....	12½ cents	5 cents	2½ cents.....
Peru.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.....
Persia.....	6 shahis	2 shahis	1 shahi.....
Portugal and Portuguese Colonies, except Portuguese India.....	50 reis	20 reis	10 reis.....
Portuguese India.....	2 tangas	10 reis	5 reis.....
Russia.....	7 kopeks	3 kopeks	2 kopeka.....
Salvador.....	5 centavos de peso.....	2 centavos de peso.....	1 centavo de peso.....
Siem.....	7½ atts	3 atts	1½ atts.....
Sweden.....	20 øre	10 øre	5 øre.....
Turkey.....	40 paras	20 paras	10 paras.....
Uruguay.....	5 centavos de piastre.....	2 centavos de piastre.....	1 centavo de piastre.....

3.

Le §. 4 de l'Article VI reçoit la rédaction suivante :

4.—Les objets recommandés doivent porter une étiquette au l'empreinte d'un timbre reproduisant, d'une manière apparente, la lettre majuscule R en caractères romains, chaque Office ayant d'ailleurs la faculté d'ajouter à la lettre R la marque spéciale (l'indication du nom du bureau d'origine ou du pays d'origine, du numéro d'ordre, etc.) qui lui conviendra.

Il est intercalé entre les §§ 5 et 6 du même article le paragraphe suivant :

5 bis.—Les envois à remettre par exprès sont frappés d'un timbre portant en gros caractères le mot "Express". Les Administrations sont toutefois autorisées à remplacer ce timbre par une étiquette imprimée ou par une inscription manuscrite et soulignée en crayon de couleur.

4.

L'article IX est modifié comme suit :

IX.

Feuilles d'avis.

1.—Les feuilles d'avis accompagnant les dépêches échangées entre deux Administrations de l'Union sont conformes au modèle A joint au présent Règlement.

Dans les relations par mer qui, bien que périodiques et régulières, ne comportent pas d'échange quotidien ou à jour fixe, les bureaux expéditeurs doivent numéroter leurs feuilles d'avis d'après une série annuelle par chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant autant que possible, sur la feuille d'avis, le nom du paquebot ou du bâtiment qui emporte la dépêche.

2.—Les objets recommandés sont inscrits au No. 1 de la feuille d'avis

3.

Paragraph 4 of Article VI will read as follows :

4.—Registered articles must bear a label or impression of a stamp, showing in a distinct manner, the capital letter R in Roman text, it being left optional with each office to add to the letter R the special mark (indication of office of origin, or country of origin, number, of order, &c.) which it shall deem proper.

Between paragraphs 5 and 6 of the same article, the following paragraph is inserted :

5 bis.—Articles to be delivered by express are stamped with a stamp showing in large letters the word "Express". The Administrations are, however, authorized to substitute for this stamp a printed label or an inscription in manuscript underscored with a colored pencil.

4.

Article IX is modified as follows :

IX.

Letter Bills.

1. The letter bills accompanying the mails exchanged between two Administrations of the Union are in conformity with the model A annexed to the present regulations.

In the intercourse by sea which, though periodical and regular, does not allow a daily exchange, or an exchange on a fixed day, the dispatching officers should number their letter-bills in an annual series for each office of origin, and for each office of destination, giving as far as possible, on the letter bill, the name of the steamer or vessel which carries the mail.

2.—The registered articles are entered in No. 1 of the letter bill, with

avec les détails suivants : le nom du bureau d'origine, le nom du destinataire et le lieu de destination, ou seulement le nom du bureau d'origine et le numéro d'inscription de l'objet à ce bureau.

Les envois à faire remettre par exprès sont inscrits en nombre au tableau 1 de la feuille d'avis.

Les avis de réception se rapportant à des objets recommandés inscrits au Tableau 1 de la feuille d'avis, sont mentionnés par les lettres A. R. placées en regard des objets dont il s'agit, dans la colonne des observations de ce tableau.

Les avis de réception sont conformes ou analogues au modèle A bis ci-annexé. Ils doivent être formulés en français ou porter une traduction surlinéaire en cette langue.

Les avis de réception en retour sont inscrits au tableau précité, soit individuellement, soit en bloc, suivant que ces avis sont plus ou moins nombreux.

3.—Lorsque le nombre des objets recommandés expédiés habituellement d'un bureau d'échange à un autre le comporte, il peut être fait usage d'une liste spéciale et détachée, pour remplacer le tableau No. I de la feuille d'avis.

4.—Au tableau No. II on inscrit, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes insérées dans l'envoi direct auquel la feuille d'avis se rapporte.

5.—On indique, à l'angle droit supérieur de la feuille d'avis, le nombre de paquets ou de sacs détachés dont se compose chaque expédition pour une même destination.

6.—Lorsqu'il est jugé nécessaire, pour certaines relations, de créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, la mesure peut être réalisée d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

7.—Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit

the following details : The name of the office of origin, the name of the addressee, and the place of destination, or simply the name of the office of origin and the number under which the article is entered at that office.

The articles to be delivered by express are entered by number in Table No. 1 of the Letter Bill.

Return-Receipts relating to registered articles entered in Table 1 of the Letter Bill, are indicated by the letters A. R. placed opposite the articles in question, in the column of observations of this table.

The Return Receipts are in conformity with or analogous to the model A bis annexed hereto. They must be formulated in French or bear an interlinear translation in that language.

Return-Receipts when returned, are entered in said Table, either individually or collectively, according as these receipts are more or less numerous.

3.—When the number of registered articles forwarded habitually from one exchange office to another, allows it, a special and separate list may be used in place of Table No. I of the Letter Bill.

4.—In Table No. II are entered, with the details which this Table requires, the closed mails comprised in the direct dispatch to which the Letter Bill relates.

5.—The number of packets or separate sacks comprised in each dispatch for one and the same destination is indicated in the upper right hand corner of the Letter Bill.

6.—When it is deemed necessary, for certain relations, to make other tables or headings upon the Letter Bill, the measure may be accomplished by mutual agreement between the Administrations interested.

7.—When an exchange office has no article to forward to a corresponding office, it must nevertheless

pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement de la feuille d'avis.

8.—En cas de dépêches closes confiées par une Administration à une autre, pour être transmises au moyen de bâtiments de commerce, le nombre de lettres et autres objets est indiqué à la feuille d'avis ou sur l'adresse de ces dépêches.

5.

L'article X est modifié comme suit :

Les §§ 1 et 2 porteront désormais :

1.—Les objets recommandés, les avis de réception qui s'y rapportent, les envois exprès, et, s'il y a lieu, la liste spéciale prévue au paragraphe 3 de l'article IX, sont réunis en un paquet distinct, qui doit être convenablement enveloppé et cacheté de manière à en préserver le contenu.

2.—Ce paquet, attaché à la feuille d'avis, est placé au centre de la dépêche.

Il est ajouté à la fin de cet article le paragraphe suivant :

5.—Les avis de réception en retour sont placés dans une enveloppe, par l'office distributeur des objets recommandés auxquels ces avis se rapportent. Ces enveloppes, revêtues de la mention : "Avis de réception en retour; Bureau de poste de ——— Pays ———" sont soumises aux formalités de la recommandation et acheminées sur leur destination comme des objets recommandés ordinaires.

6.

L'article XI reçoit la rédaction suivante :

XI.

Indemnité pour la perte d'un envoi recommandé.

Lorsque l'indemnité due pour la perte d'un envoi recommandé a été

less send, in the ordinary form, a mail which is composed solely of the Letter Bill.

8.—In case closed mails are entrusted by one Administration to another, to be forwarded by merchant vessels, the number of letters and other articles is indicated in the Letter Bill or in the address of these mails.

5.

Article X is modified as follows :

Paragraphs 1 and 2 will henceforth read as follows :

1.—Registered articles, Return Receipts relating thereto, articles sent by express, and, if there be one, the special list specified in paragraph 3 of Article IX, are placed together in a separate packet, which must be suitably enclosed and sealed so as to preserve its contents.

2.—This packet with the Letter Bill around it, is placed in the center of the mail.

At the end of this article the following paragraph is added :

5.—Return Receipts in course of return are placed in an envelope by the office distributing the registered articles to which these receipts relate. These envelopes bearing the inscription : "*Avis de réception en retour* (Return Receipt returned); *Bureau de poste de ——— Pays ———* (Post office of ——— country ———)" are subjected to the formalities of registration, and are forwarded to destination as other registered articles.

6.

Article XI reads as follows :

XI.

Indemnity for the loss of a registered article.

When the indemnity due for the loss of a registered article has been

payée par une Administration, pour le compte d'une autre Administration rendue responsable, celle-ci est tenue d'en rembourser le montant dans le délai de trois mois après avis du paiement. Ce remboursement s'effectue, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créateur.

paid by one Administration, on behalf of another Administration which has become responsible, this Administration is obliged to reimburse the amount within a period of three months after having been advised of the payment. This reimbursement is made either by a money order, or a draft, or in specie having currency in the creditor country.

7.

L'article XII est modifié comme suit:
Le § 1^{er} portera dorénavant :

1.—En règle générale, les objets qui composent les dépêches doivent être classés et enliassés par nature de correspondances, en séparant les objets affranchis des objets non ou insuffisamment affranchis.

Le mot "intérieurement" est supprimé au commencement du § 2, dont la première phrase portera par conséquent :

2.—Toute dépêche, après avoir été ficelée, est enveloppée de papier fort. . . .

8.

Le § 1^{er} de l'article XIV reçoit la rédaction suivante :

1.—Les objets de correspondance adressés sous des initiales et ceux qui portent une adresse écrite au crayon, ne sont pas admis à la recommandation.

L'article XV est remplacé par l'article suivant :

XV.

Cartes postales.

1.—Les cartes postales doivent être expédiées à découvert. Le recto est réservé à l'adresse du destinataire; mais l'expéditeur peut y ajouter son nom et son adresse au

7.

Article XII is modified as follows:
The 1st paragraph will hereafter read :

1.—As a general rule, the articles of which the mails consist must be classified and put up in bundles according to the nature of the correspondence, separating the prepaid articles from unpaid or insufficiently prepaid articles.

The word "intérieurement" ("within") is suppressed in the beginning of paragraph 2, the first phrase of which will, therefore, read :

2.—Every mail, after having been tied with a string, is inclosed in strong paper. . . .

8.

The 1st paragraph of article XIV will read as follows :

1.—Articles of correspondence addressed under initials, and those which bear an address written in pencil, are not admitted to registration.

The following article is substituted for Article XV :

XV.

Postal Cards.

1.—Postal cards must be forwarded without cover. The front is reserved for the address of the addressee; but the sender may add his name and his address by means

moyen d'un timbre, d'une griffe ou de tout procédé typographique.

2.—Les cartes postales ne peuvent excéder les dimensions suivantes: longueur, 14 centimètres; largeur, 9 centimètres.

3.—Autant que possible, les cartes postales émises spécialement en vue de la circulation dans l'Union postale, doivent porter, au recto, en langue française ou avec traduction sublinéaire en cette langue, le titre suivant:

CARTE POSTALE.

Union Postale Universelle.

(côté réservé à l'adresse.)

4.—Le timbre-poste représentant l'affranchissement figure à l'un des angles supérieurs du recto; il en est de même du timbre supplémentaire qui pourrait être ajouté.

5.—A l'exception des timbres d'affranchissement il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des objets quelconques.

6.—En règle générale, les cartes postales avec réponse payée doivent présenter, au recto, comme titre imprimé: sur la première partie "Carte postale avec réponse payée"; sur la seconde partie: "Carte postalereponse". Les deux parties doivent, d'ailleurs, remplir, chacune, les autres conditions imposées à la carte postale simple; elles sont repliées l'une sur l'autre et ne peuvent être fermées d'une manière quelconque.

7.—Il est loisible à l'expéditeur d'une carte postale avec réponse payée d'insérer son nom et son adresse au recto de la partie "Réponse".

La partie "Réponse" ne peut être expédiée qu'à destination du pays d'où elle est originaire; dans le cas contraire, il n'y est pas donné cours.

8.—Les cartes postales simples et celles avec réponse payée, émanant

of a stamp, a stamped facsimile of his signature, or by any typographical process.

2.—Postal cards cannot exceed the following dimensions: Length, 14 centimeters; width, 9 centimeters.

3.—As far as possible, postal cards issued specially for circulation within the Postal Union, should bear in front, in the French language or with an interlinear translation in that language, the following title:

POSTAL CARD.

Universal Postal Union.

(side reserved for the address.)

4.—The stamp representing the prepayment is placed in one of the upper corners of the front; the same applies to the additional stamp which may be attached.

5.—With the exception of stamps for prepayment, it is forbidden to join or to attach to postal cards any articles whatsoever.

6.—As a general rule, postal cards with paid reply must show on the front, as printed title: on the first part "Postal Card with paid reply"; on the second part: "Postal Card-reply." Each of the two parts must also comply with the conditions imposed on the single postal card; they are folded, one over the other, and cannot be closed in any manner whatsoever.

7.—The sender of a postal card with paid reply may write his name and his address on the front of the "reply" part.

The "reply" part can only be forwarded to a destination in the country where it originated; in the contrary case, circulation is not given to it.

8.—Single postal cards and postal cards with paid reply issued by

de l'industrie privée, sont admises à la circulation internationale, pourvu que la législation du pays d'origine le permette et qu'elles soient conformes, au moins en ce qui concerne le format et la consistance du papier, aux cartes postales émises par l'Office des postes d'origine.

private establishments, are admitted to international circulation, provided the legislation of the country of origin allows it, and they are in conformity, at least as regards their shape and thickness of the paper, with the postal cards issued by the Post Office of origin.

10.

Il est intercalé au § 1^{er} de l'article XVI, entre les mots "d'ouvrages" et "expédiés", les mots: "ou de journaux;" en sorte que la partie finale de ce paragraphe portera désormais:

. . . les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages ou de journaux expédiés isolément, etc.

II.

L'article XVII est modifié comme suit:

XVII.

Imprimés de toute nature.

1.—Sont considérés comme imprimés, et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresses, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les papiers revêtus de points à relief à l'usage des aveugles, les gravures, les photographies, les images, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers; imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et, en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la gravure, de la lithographie et de l'autographie ou

10.

In the 1st paragraph of Article XVI, between the words "of works" and "forwarded," the words "or of newspapers" are inserted, so that the last part of this paragraph will hereafter read:

. . . scores or sheets of manuscript music, manuscripts of works, or of newspapers forwarded separately, &c.

II.

Article XVII is modified as follows:

XVII.

Printed matter of all kinds.

1.—The following are considered as printed matter, and admitted as such to the reduced postage sanctioned by Article 5 of the Convention, viz: newspapers and periodical works, books stitched or bound, pamphlets, sheets of music, visiting cards, address cards, proofs of printing with or without the manuscripts relating thereto, papers with raised points for the use of the blind, engravings, photographs, pictures, drawings, plans, geographical maps, catalogues, prospectuses, announcements and notices of various kinds, whether printed, engraved, lithographed or autographed, and in general, all impressions or reproductions obtained upon paper, parchment or card-board, by means of printing, engraving, lithographing and autographing or any other mechanical

de tout autre procédé mécanique facile à reconnaître, hormis le décalque.

Sont considérés comme facile à reconnaître les procédés mécaniques désignés par les noms de chromographie, polygraphie, hectographie, papyrographie, vélocigraphie, etc. ; mais pour jouir de la modération de port, les reproductions obtenues au moyen de ces procédés doivent être déposées aux guichets des bureaux de poste et au nombre minimum de vingt exemplaires parfaitement identiques.

2.—Sont exclus de la modération de port, les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur.

3.—Le caractère de *correspondance actuelle et personnelle* ne peut pas être attribué aux indications ci-après, savoir :

1°. A la signature de l'envoyeur ou à la désignation de son nom ou de sa raison sociale, de sa qualité, du lieu d'origine et de la date d'envoi ;

2°. A la dédicace ou à l'hommage de l'auteur ;

3°. Aux traits ou signes simplement destinés à marquer les passages d'un texte, pour appeler l'attention ;

4°. Aux prix ajoutés ou changés à la main sur les cotes ou prix-courants de bourse ou de marchés, sur les catalogues, prospectus et avis divers ;

5°. Aux offres et commandes de livres, sur lesquels on aurait indiqué à la main, soit en biffant, soit en soulignant des textes imprimés, les livres qui sont offerts ou demandés ;

6°. Aux factures et comptes joints aux imprimés et s'y rapportant ;

7°. Aux imprimés portant des corrections d'erreurs typographiques ;

8°. Enfin, aux annotations ou corrections faites sur les épreuves d'imprimerie ou de composition musicale et se rapportant au texte ou à la confection de l'ouvrage.

process easy to recognize, except the copying-press.

There are considered as easy to recognize the mechanical processes designated by the names of chromography, polygraphy, hectography, papyrography, velocigraphy, &c. ; but in order to pass at the reduced postage, the reproductions obtained by the means of these processes, must be mailed at the post-office windows, and in the minimum number of twenty perfectly identical copies.

2.—The following are excluded from the reduced postage, viz: stamps or forms of prepayment, whether obliterated or not, as well as all printed articles constituting the representative sign of a value.

3.—The character of *actual and personal correspondence* cannot be ascribed to the following, viz :

1st. To the signature of the sender or to the designation of his name, of his profession, of his rank, of the place of origin, and of the date of dispatch ;

2nd. To the dedication or mark of respect offered by the author ;

3d. To the figures or signs merely intended to mark the passages of a text, in order to call attention to them.

4th. To the prices added to the quotations, or prices current of exchange or markets, to catalogues, prospectuses and notices of different kinds.

5th. To offers of, and orders for books, on which the offers and orders are indicated in handwriting, either by crossing out or under-scoring of printed text ;

6th. To invoices or bills enclosed with the prints and relating thereto ;

7th. To prints bearing corrections of typographical errors ;

8th. Lastly to annotations or corrections made upon proofs of printing or musical composition, and relating to the text or to the execution of the work.

4.—Les imprimés doivent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert d'un côté ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit simplement pliés de manière à ne pas dissimuler la nature de l'envoi, soit enfin entourés d'une ficelle facile à dénouer.

5.—Les cartes-adresses et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée peuvent être expédiés sans bande, enveloppe, lien ou pli. Les cartes portant le titre "carte-postale" ne sont pas admises au tarif des imprimés.

12.

Le § 3 de l'article XVIII reçoit la rédaction suivante :

3.—Ils ne peuvent avoir aucune valeur marchande, ni porter aucune écriture à la main que le nom ou la raison sociale de l'expéditeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre, des prix et des indications relatives aux poids, au métrage et à la dimension, ainsi qu'à la quantité disponible.

13.

L'article XX est modifié comme suit :

Le paragraphe suivant est intercalé entre les §§ 2 et 3 :

2 bis.—Lorsque des objets primitivement adressés à l'intérieur d'un pays de l'Union et affranchis en numéraire sont réexpédiés à un autre pays, l'office réexpéditeur doit indiquer, sur l'objet, le montant de la taxe perçue en numéraire.

A la fin de l'article il est ajouté un nouveau paragraphe ainsi conçu :

4.—Les correspondances de toute nature, ordinaires ou recommandées, qui, portant une adresse incomplète ou erronée, sont renvoyées aux expéditeurs pour qu'ils la complètent ou la rectifient, ne sont pas, quand elles sont remises

4.—Printed matter must be either placed under band, upon a roller, between boards, in a case open at one side or at both ends, or in an unclosed envelope, or simply folded in such a manner as not to conceal the nature of the packet, or, lastly, tied by a string easy to unfasten.

5.—Address cards, and all printed matter presenting the form or consistency of an unfolded card, may be forwarded without band, envelope, fastening, or fold. Cards bearing the title "postal card" are not admitted at the rate for printed matter.

12.

Paragraph 3 of Article XVIII will read as follows :

3.—They must not have any salable value, nor bear any manuscript other than the name or the social position of the sender, the address of the addressee, a manufacturer's or trade mark, numbers, prices and indications relating to weight, size, and dimensions, as well as to the quantity to be disposed of.

13.

Article XX is modified as follows :

The following paragraph is inserted between paragraphs 2 and 3 :

2 bis.—When articles originally addressed to the interior of a country of the Union and prepaid in cash, are reforwarded to another country, the reforwarding office must indicate, on the article, the amount of the charge levied in cash.

At the end of the article a new paragraph is added, worded as follows :

4.—Correspondence of every kind, ordinary or registered, which, bearing an incomplete or erroneous address, is returned to the senders, in order that they may complete or correct it, is not considered, when re-entering the service with a com-

dans le service avec une suscription complétée ou rectifiée, considérées comme des correspondances réexpédiées, mais bien comme de nouveaux envois, et deviennent, par suite, passibles d'une nouvelle taxe.

14.

Il est intercalé au § 1^{er} de l'article XXI, après "destinataire" les mots: "et au plus tard dans un délai de six mois"; le § 1^{er} portera donc:

1.—Les correspondances de toute nature qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être renvoyées, aussitôt après les délais de conservation voulus par les règlements du pays destinataire, et au plus tard dans un délai de six mois, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs et en une liasse spéciale étiquetée: *Rebuts*.

15.

Les deux premiers paragraphes de l'article XXII reçoivent la rédaction suivante:

1.—Les statistiques à effectuer une fois tous les trois ans, en exécution des articles 4 et 12 de la Convention, pour le décompte, tant des frais de transit dans l'Union que des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union, sont établies d'après les dispositions des articles suivants, pendant les vingt-huit premiers jours du mois de mai ou de novembre (alternativement) de la deuxième année de chaque période triennale, pour sortir leurs effets rétroactivement à partir de la première année.

2.—La statistique de mai 1885 réglera les paiements à faire depuis le 1^{er} janvier de la même année jusqu'à la fin de mars 1886. La statistique de novembre 1887 servira de base aux paiements depuis le 1^{er} avril 1886 jusqu'à la fin de l'année 1888. La statistique de mai

pleted or corrected address, as reforwarded correspondence, but as newly dispatched, and becomes in consequence subject to a new charge.

14.

The words "at latest within a period of six months" are inserted after "destination" in paragraph 1 of Article XXI; paragraph 1 will, therefore, read:

1. Correspondence of every kind which is not delivered, from whatever cause, must be returned immediately after the expiration of the period for keeping it required by the laws of the country of destination, and at latest within a period of six months, through the intermediary of the respective offices of exchange, and in a special bundle labeled "*Rebuts*".

15.

The first two paragraphs of Article XXII will read as follows:

1. The statistics to be taken once every three years, in execution of articles 4 and 12 of the Convention, for the settlement as well of the expenses of transit within the Union, as of the charges relating to the conveyance beyond the limits of the Union, are taken according to the provisions of the following articles during the first twenty-eight days of the month of May or of November (alternately) of the second year of each triennial period, and have a retro-active force dating from the first year.

2.—The statistics of May 1885 will regulate the payments to be made from the 1st of January of that year till the end of March 1886. The statistics of November 1887 will serve as a basis for the payments from the 1st of April 1886 till the end of the year 1888. The

1890 s'appliquera aux années 1889, 1890 et 1891, et ainsi de suite.

16.

Le paragraphe suivant est ajouté après le § 1^{er} de l'article XXIII :

1 bis.—Lorsque plusieurs voies comportant chacune des frais de transit différents sont ouvertes à la transmission des correspondances pour un même pays, l'Office expéditeur rétribue l'Office intermédiaire d'après un tarif unique basé sur la moyenne des différents prix de transit.

La première phrase du § 6 du même article est modifiée comme suit :

6.—A défaut de correspondances possibles d'un port intermédiaire ou étranger, il n'est pas dressé de tableau E. et le bureau expéditeur inscrit en tête de la feuille d'avis la mention : " Pas de tableau E".

17.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin de l'article XXIV :

5.—Après chaque période de statistique, les Administrations qui ont expédié des dépêches en transit envoient la liste de ces dépêches aux différentes Administrations dont elles ont emprunté l'intermédiaire.

6.—Le simple entrepôt, dans un port, de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot, ne donne pas lieu au paiement de frais de transit territorial au profit de l'Office des postes du lieu d'entrepôt.

18.

L'article XXV est modifié comme suit :

XXV.

Compte des frais de transit.

1.—Les tableaux E. et F. sont résumés dans un compte particulier

statistics of May 1890 will apply to the years 1889, 1890 and 1891, and so on.

16.

The following paragraph is added after the 1st paragraph of Article XXIII :

1 bis.—When several routes, each involving different transit expenses, are open for the transmission of correspondence to one and the same country, the dispatching office pays the intermediary office according to one rate based on the average of the different transit rates.

The first clause of paragraph 6 of the same article is modified as follows :

6.—If there be no correspondence liable to intermediary or foreign postage, the Table E. is not prepared, and the dispatching office makes the entry " No Table E" at the head of the letter bill.

17.

The following provisions are added at the end of Article XXIV :

5.—After each statistical period, the Administrations which have dispatched mails in transit send the list of these mails to the different Administrations which they have used as intermediaries.

6.—The mere landing, in a port, of closed mails brought by a packet, and intended to be taken up by another packet, does not give rise to the payment of territorial transit expenses to the post office of the port of landing.

18.

Article XXV is modified as follows :

XXV.

Account of Transit Expenses.

1.—The Tables E. and F. are incorporated in a special account, in

par lequel on établit, en francs et centimes, le prix annuel de transit revenant à chaque Office, en multipliant les totaux par 13. Dans le cas où le multiplicateur ne se rapporterait pas à la périodicité du service, les Administrations intéressées s'entendraient pour l'adoption d'un autre multiplicateur. Le soin d'établir ce compte incombe à l'Office créateur, qui le transmet à l'Office débiteur.

2.—Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre deux Offices, est payé par l'Office débiteur à l'Office créateur en francs effectifs et au moyen de traites tirées sur la capitale ou sur une place commerciale de ce dernier Office.

3.—L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes des frais de transit afférents à une exercice, doivent être effectués dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, avant l'expiration du premier semestre de l'exercice suivant. En tous cas, si l'Office qui a envoyé le compte n'a reçu dans cet intervalle aucune observation rectificative, ce compte est considéré comme admis de plein droit. Cette disposition s'applique également aux observations non contestées faites par un Office sur les comptes présentés par un autre Office. Passé ce délai de six mois, les sommes dues par un Office à un autre Office sont productives d'intérêts, à raison de 5 pour cent l'an et à dater du jour d'expiration dudit délai.

Les paiements des frais de transit pour la première et au besoin pour la seconde année de chaque période triennale s'effectuent provisoirement, à la fin de l'année, sur les bases de la statistique précédente, sauf règlement ultérieur des comptes d'après les résultats de la statistique nouvelle.

which is shown, in francs and centimes, the annual amount of transit payment accruing to each office by multiplying the totals by 13. In case the multiplier does not correspond with the periodicity of the service, the Administrations concerned will agree among themselves to adopt another multiplier. The duty of preparing this account devolves upon the creditor office, which transmits it to the debtor office.

2.—The balance resulting from the reciprocal accounts between two offices, is paid by the debtor office to the creditor office in effective francs, and by means of bills drawn upon the capital, or upon a commercial place of the latter office.

3.—The preparation, transmission, and payment of the accounts of the expenses of transit belonging to a period of service, must be effected with the least possible delay, and at the latest, before the expiration of the first six months of the following period of service. In all cases, if the office which has transmitted the account has not during this interval received a correcting observation, this account is considered as duly accepted. This provision likewise applies to observations which have not been called into question, made by one office relative to the accounts presented by another office. When this time has passed, the amounts due by one office to another office are subject to interest at the rate of 5 per cent. per annum, dating from the day of expiration of said delay.

The payments of transit expenses for the first, and if necessary, for the second year of each triennial period are made provisionally at the end of the year, on the basis of the preceding statistics, except the subsequent adjustment of the accounts according to the results of the new statistics.

19.

Un nouvel article ainsi conçu est intercalé entre les articles XXVII et XXVIII :

XXVII bis.

Retrait de correspondances et rectification d'adresses.

1.—Pour les demandes de retrait de correspondances ou de rectification d'adresses, l'expéditeur doit faire usage d'une formule conforme au modèle H. annexé au présent Règlement. En remettant cette réclamation au bureau de poste, l'expéditeur doit y justifier de son identité. Après la justification, dont l'Administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante :

1°. Si la demande est destinée à être transmise par voie "postale", la formule, accompagnée d'un facsimile parfait de la lettre à rechercher, est expédiée directement, sous pli recommandé, au bureau de poste destinataire :

2°. Si la demande doit être faite par voie télégraphique, la formule est déposée au service télégraphique chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste destinataire ;

2.—A la réception de la formule H. ou du télégramme en tenant lieu, le bureau de poste destinataire recherche la correspondance signalée et donne à la demande la suite nécessaire.

Toutefois, s'il s'agit d'un changement d'adresse par voie télégraphique, le bureau destinataire se borne à retenir la lettre et attend, pour faire droit à la demande, l'arrivée du facsimile nécessaire.

Si la recherche est infructueuse, si l'objet a déjà été remis au destinataire ou si la demande par voie télégraphique n'est pas assez explicite pour permettre de reconnaître sûrement l'objet de correspondance indiqué, le fait est signalé

19.

A new article, worded as follows, is inserted between Articles XXVII and XXVIII :

XXVIII, bis.

Withdrawal of correspondence and correction of addresses.

1.—For requests for withdrawal of correspondence or for correction of addresses, the sender must use a form like model H. annexed to the present Regulations. In transmitting this request to the post-office, the sender must there establish his identity. After identification, the responsibility for which is assumed by the Administration of the country of origin, the following course is pursued :

1st. If the request is to be transmitted by mail, the form, accompanied by a perfect facsimile of the letter asked for, is forwarded direct, under registration to the post office of destination.

2nd. If the request is to be made by telegraph, the form is handed to the telegraph service which is charged to transmit its contents to the post office of destination ;

2.—Upon the receipt of form H., or of the telegram taking its place, the post office of destination institutes an inquiry for the correspondence indicated, and complies with the request.

If, however, a correction of the address is requested by telegraph, the office of destination confines itself to retain the letter and waits for the arrival of the necessary facsimile, before complying with the request.

If the inquiry is without result, if the article has already been delivered to the addressee, or if the request by telegraph is not explicit enough to allow the article of correspondence indicated to be recognized with certainty, the fact is

immédiatement au bureau d'origine, qui en prévient le réclamant.

3.—A moins d'entente contraire, la formule H est rédigée en français ou porte une traduction sublinéaire en cette langue, et, dans le cas d'emploi de la voie télégraphique, le télégramme est formulé en langue française.

4.—Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des réclamations, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise des Administrations centrales ou d'un bureau spécialement désigné.

20.

Les 3 derniers alinéas de l'article XXVIII porteront désormais :

5e classe : Argentine (République), Bulgarie, Chili, Etats-Unis de Colombie, Grèce, Mexique, Pérou, Serbie;

6e classe : Bolivie, Costa-Rica, République Dominicaine, Équateur, Guatemala, Haïti, République du Honduras, Luxembourg, Nicaragua, Paraguay, Perse, Salvador, Royaume de Siam, Uruguay, Vénézuéla, Colonies danoises, Colonie de Curaçao (ou Antilles néerlandaises), Colonie de Surinam (ou Guyane néerlandaise);

7e classe : Hawaï, Libéria, Monténégro.

21.

Le § 2 de l'article XXIX reçoit la rédaction suivante :

2.—Les Administrations faisant partie de l'Union doivent se communiquer notamment, par l'intermédiaire du Bureau international :

1°. L'indication des surtaxes qu'elles perçoivent, par l'application de l'article 5 de la Convention, en plus de la taxe de l'Union, soit pour port maritime, soit pour frais de

immediately made known to the office of origin, which informs the claimant.

3.—Unless a different arrangement has been entered into, the form H. is made out in French or bears an interlinear translation in that language, and, in case the telegraph is used, the telegram is written in the French language.

4.—Every Administration may demand, by a notice addressed to the International Bureau, that the exchange of reclamations, as far as it is concerned, is effected through the intermediary of the Central Administrations or of a specially designated office.

20.

The last three paragraphs of Article XXVIII will in future read as follows :

5th class : Argentine Republic, Bulgaria, Chili, United States of Colombia, Greece, Mexico, Peru, Serbia;

6th class : Bolivia, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Republic of Honduras, Luxemburg, Nicaragua, Paraguay, Persia, Salvador, Kingdom of Siam, Uruguay, Venezuela, Danish Colonies, Colony of Curaçao (or Netherlands Antilles), Colony of Surinam (or Netherlands Guiana);

7th class : Hawaii, Liberia, Montenegro.

21.

Paragraph 2 of Article XXIX will read as follows :

2. Administrations belonging to the Union must communicate to each other specially through the intermediary of the International Bureau :

1st. Information relative to the surtaxes which they levy by virtue of Article 5 of the Convention, in addition to the Union rate, whether for sea-postage, or for the expenses

transport extraordinaire, ainsi que la nomenclature des pays par rapport auxquels ces surtaxes sont perçues, et, s'il y a lieu, la désignation des voies qui en motivent la perception ;

2°. La collection en triple de leurs timbres-poste ;

3°. Enfin, les tableaux C dont l'établissement est prescrit par l'article V du Règlement.

of extraordinary conveyance, as well as a list of the countries in relation to which these surtaxes are levied, and if necessary, the designation of the routes which cause their collection ;

2nd. The collection of their postage-stamps in triplicate.

3d. Lastly, the Tables C., the preparation of which is prescribed by Article V of the Regulations.

22.

22.

Il est ajouté après l'article XXIX un nouvel article ainsi conçu :

After Article XXIX a new article is added, reading as follows :

ARTICLE XXIX *bis*.

ARTICLE XXIX *bis*.

Statistique générale.

General Statistics.

1. Chaque Administration fait parvenir, à la fin du mois de juillet de chaque année, au Bureau international, une série aussi complète que possible de renseignements statistiques se rapportant à l'année précédente, sous forme de tableaux conformes ou analogues aux modèles ci-annexés I, K et L.

1. Each Administration transmits at the end of the month of July of each year, to the International Bureau, a series of statistical data, as complete as possible, relating to the preceding year, in the form of tables conforming to or analogous with the models I, K and L annexed hereto.

2. Les opérations de service qui donnent lieu à enregistrement font l'objet de relevés périodiques, d'après les écritures effectuées.

2. The operations of the service in which each transaction is recorded, form the subject of periodical statements, based upon the entries made.

3. Pour toutes les autres opérations il est procédé à un dénombrement, pendant une semaine au moins pour les échanges quotidiens, et pendant quatre semaines pour les échanges non quotidiens, avec faculté pour chaque Administration de faire un dénombrement séparé pour chaque catégorie de correspondances.

3. As regards all other operations a count is made, during one week at least for daily exchanges, and during four weeks for non-daily exchanges, leaving it optional with each Administration to make a separate count for each category of correspondence.

4. Est réservé à chaque Administration le droit de procéder à ce dénombrement aux époques qui se rapprochent le plus de la moyenne de son trafic postal.

4. There is reserved to each Administration the right to make this count at periods which come nearest to the average of its postal traffic.

5. Le Bureau international est chargé de faire imprimer et de distribuer les formules de statistique à remplir par chaque Administration. Il est chargé, en outre, de

5. The International Bureau is charged with the printing and the distribution of the statistical forms to be filled out by each Administration. It is, likewise, obliged to

fournir aux Administrations qui en feront la demande, toutes les indications nécessaires sur les règles à suivre pour assurer, autant que possible, l'uniformité des opérations de statistique.

23.

Le § 7 de l'article XXX est modifié comme suit:

7. Dans les questions à résoudre par l'assentiment unanime ou par la majorité des Administrations de l'Union, celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai maximum de six mois, à compter de la date de la circulaire du Bureau international par laquelle les questions leur sont soumises, sont considérées comme s'abstenant.

24.

Les alinéas 7 et 8 (chiffres 6° et 7°) de l'Article XXXII sont remplacés par les dispositions suivantes:

6°. Gibraltar, comme relevant de l'Administration des postes de la Grande-Bretagne, ainsi que l'agence postale que cette Administration entretient à Tanger (Maroc);

7°. Les bureaux de poste que l'Administration de la colonie anglaise de Hong-Kong entretient à Hoihow (Kiung-Schow), Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shang-Hai et Hankow (Chine);

Le 11° alinéa (chiffre 10°) portera dorénavant:

10°. Les bureaux de poste que l'Administration japonaise a établis à Shang-Hai (Chine), à Fusampo, à Genzanshin et à Jinsen (Corée);

Au 3° alinéa (chiffre 2°) de l'article XXXIII, les articles XXVII *bis* et XXIX *bis* sont intercalés entre les chiffres XXVII et XXXI.

furnish to the Administrations which may make the request, all the necessary instructions relative to the rules to be followed, to insure, as much as possible, the uniformity of the statistical operations.

23.

Paragraph 7 of Article XXX is modified as follows:

7. In questions to be decided by unanimous assent, or by the majority of the Union Administrations, those Administrations which have not sent in their reply within the maximum delay of six months, counting from the date of the circular of the International Bureau by which these questions are submitted, are considered as expressing no opinion.

24.

Paragraphs 7 and 8 (6th and 7th) of Article XXXII are replaced by the following provisions:

6th. Gibraltar, as subordinate to the Administration of Posts of Great Britain, as well as the postal agency which that Administration maintains at Tangier (Morocco);

7th. The post offices which the Administration of the British Colony of Hong Kong maintains at Hoihow (Kiung-show), Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shanghai, and Hankow (China);

The 11th paragraph (10th) will in future read as follows:

10th. The post offices which the Japanese Administration has established at Shanghai (China), at Fusampo, at Genzanshin and at Jinsen (Corea);

25

In the 3d paragraph (2nd) of Article XXXIII, articles XXVII *bis* and XXIX *bis* are inserted between numbers XXVII and XXXI.

Fait à Lisbonne, le vingt et un mars mil huit cent quatre-vingt-cinq. Done at Lisbon, the twenty-first of March one thousand eight hundred and eighty-five.

<i>Pour l'Allemagne:</i>	SACHSE. FRITSCH.
<i>Pour les États-Unis d'Amérique:</i>	WILLIAM-T. OTTO. JAS. S. CRAWFORD.
<i>Pour la République Argentine:</i>	F. P. HANSEN.
<i>Pour l'Autriche:</i>	DEWEZ. VARGES.
<i>Pour la Hongrie:</i>	GERVAY.
<i>Pour la Belgique:</i>	F. GIFE.
<i>Pour la Bolivie:</i>	JOAQUIN CASO.
<i>Pour le Brésil:</i>	LUIZ C. P. GUIMARÃES.
<i>Pour la Bulgarie:</i>	R. IVANOFF.
<i>Pour le Chili:</i>	M. MARTINEZ.
<i>Pour les États-Unis de Colombie:</i>	CÉSAR CONTO.
<i>Pour la République de Costa Rica:</i>	
<i>Pour le Danemark et les Colonies Danoises:</i>	LUND.
<i>Pour la République Dominicaine:</i>	R. GOMES DA SILVA.
<i>Pour l'Égypte:</i>	W. F. HALTON.
<i>Pour l'Équateur:</i>	ANTONIO FLORES.
<i>Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles:</i>	S. ALVAREZ BUGALLAL. A. HERCE.
<i>Pour la France:</i>	LABOULAYE. A. BESNIER.
<i>Pour les Colonies Françaises:</i>	LABOULAYE.
<i>Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies Anglaises:</i>	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour le Canada:</i>	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour l'Inde Britannique:</i>	H. E. M. JAMES.
<i>Pour la Grèce:</i>	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour le Guatemala:</i>	J. CARRERA.
<i>Pour la République de Haïti:</i>	LABOULAYE. ANSAULT.
<i>Pour le Royaume de Hawaï:</i>	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour la République du Honduras:</i>	J. CARRERA.
<i>Pour l'Italie:</i>	J. B. TANTESIO.
<i>Pour le Japon:</i>	YASUSHI NAMURA.
<i>Pour la République de Libéria:</i>	COMTE SENMARTI.
<i>Pour le Luxembourg:</i>	CH. RISCHARD.
<i>Pour le Mexique:</i>	L. BRETON Y VEDRA.
<i>Pour le Monténégro:</i>	DEWEZ. VARGES.
<i>Pour le Nicaragua:</i>	MANUEL J. ALVEZ DINIZ.
<i>Pour le Paraguay:</i>	F. A. REBELLO.

<i>Pour les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises :</i>	HOFSTEDE. B. SWEERTS DE LANDAS WYBORGH.
<i>Pour le Pérou :</i>	N. SEMINO.
<i>Pour la Perse :</i>	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS. ERNESTO MADEIRA PINTO.
<i>Pour le Portugal :</i>	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS. JON GHIIKA.
<i>Pour les Colonies Portugaises :</i>	N. DE BESAK. GEORGES DE POGGENPOHL.
<i>Pour la Roumanie :</i>	PRISDANG.
<i>Pour la Russie :</i>	W. ROOS.
<i>Pour le Salvador :</i>	HARALD ASOHE.
<i>Pour la Serbie :</i>	ED. HÖHN.
<i>Pour le Royaume de Siam :</i>	ENRIQUE KUBLY.
<i>Pour la Suède :</i>	J. L. PERIA. CRESPO.
<i>Pour la Norvège :</i>	
<i>Pour la Suisse :</i>	
<i>Pour la Turquie :</i>	
<i>Pour l'Uruguay :</i>	
<i>Pour le Vénézuéla :</i>	

FINAL PROTOCOL

UNION POSTALE UNIVERSELLE.**UNIVERSAL POSTAL UNION.****PROTOCOLE FINAL.****FINAL PROTOCOL.**

Au moment de procéder à la signature des Conventions arrêtés par le Congrès postal universel de Lisbonne, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

At the moment when the Conventions concluded by the Universal Postal Congress of Lisbon were to be signed, the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows :

I.**I.**

Le Pérou, le Salvador, la Serbie et la Turquie, qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le protocole leur reste ouvert pour adhérer aux Conventions qui y ont été conclues ou seulement à l'une ou l'autre d'entr'elles. Il en est de même à l'égard de la République de Costa Rica, dont le représentant n'assiste pas à la séance dans laquelle ces Actes seront signés.

Peru, Salvador, Serbia and Turkey, which form part of the Postal Union, being unrepresented at the Congress, the protocol will be left open for their adherence to the Conventions which have been concluded at the Congress, or only to one or the other of these Conventions. The same applies to the Republic of Costa Rica, whose representative is not present at the session at which these Acts will be signed.

II.**II.**

Les Colonies britanniques de l'Australie et les Colonies britan-

The British Colonies of Australia and the British Colonies of the

riques du Cap et de Natal seront admises à adhérer à ces Conventions, ou à l'une au l'autre d'entr'elles, et le protocole leur reste ouvert à cet effet.

Cape and of Natal will be allowed to join these Conventions, or one or the other of them, and the protocol will be left open for this purpose.

III.

III

Le protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention principale, ou un certain nombre seulement des Conventions arrêtées par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Conventions signées ce jour, ou à l'une ou l'autre d'entr'elles.

The protocol will be left open for countries whose representatives have this day only signed the principal Convention, or only a certain number of Conventions concluded by the Congress, for the purpose of allowing them to join the other Conventions signed this day, or one or the other of these Conventions.

IV.

IV.

Les adhésions prévues aux articles I, II et III ci-dessus devront être notifiées au Gouvernement portugais, par les Gouvernements respectifs, en la forme diplomatique. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera le 1^{er} février 1886.

The adhesions provided by Articles I, II and III above, should be notified to the Portuguese Government by the Governments concerned, in diplomatic form. The delay accorded to them for this notice will expire on the 1st of February 1886.

V.

V.

Les représentants des pays qui n'ont pas adhéré jusqu'ici à l'une ou l'autre des Conventions ci-après, savoir :

The representatives of the countries which, so far, have not declared their adhesion to one or the other of the following Conventions, viz :

La Convention du 1^{er} juin 1878;

The Convention of the 1st June 1878;

L'Arrangement, en date du 1^{er} Juin 1878, concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées;

The Agreement dated June 1, 1878, relative to the exchange of letters with declared value;

L'Arrangement du 4 juin 1878, concernant l'échange des mandats de poste;

The Agreement of June 4, 1878, relative to the exchange of money-orders;

La Convention du 3 novembre 1880, concernant l'échange de colis postaux sans déclaration de valeur;

The Convention of November 3, 1880, relative to the exchange of postal parcels without declaration of value;

ayant été admis à participer aux actes additionnels modifiant et complétant ces Conventions et Arrangements, leur signature au pied de l'un au l'autre de ces Actes additionnels implique de leur part, sous réserve de ratification, adhésion, au nom de leur pays, à la Conven-

having been allowed to take part in the Additional Acts modifying and completing these Conventions and Agreements, their signature at the foot of one or the other of these Additional Acts implies on their part, subject to ratification, the adhesion in the name of their country,

tion ou à l'arrangement auquel cet acte additionnel se rapporte, et ce, à partir de la date de l'entrée en vigueur de ce dernier.

to the Convention or to the Agreement to which this additional Act relates, such adhesion to date from the date the latter takes effect.

VI.

VI.

Dans le cas où une ou plusieurs des parties contractantes aux Conventions postales signées aujourd'hui à Lisbonne, ne ratifieraient pas l'une ou l'autre de ces Conventions, cette Convention n'en sera pas moins valable par les États qui l'auront ratifiée.

In case one or several of the contracting parties to the Postal Conventions signed this day at Lisbon, should not ratify one or the other of these Conventions, this Convention will be none the less valid for the States which have ratified it.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte, et ils le font signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement portugais et dont une copie sera remise à chaque partie.

In faith of which the undersigned plenipotentiaries have drawn up the present final protocol, which shall have the same force and the same value as if its provisions were inserted in the text of the Conventions themselves to which they relate; and they have signed it in one single instrument which shall be deposited in the Archives of the Portuguese Government, and a copy of which shall be delivered to each party.

Lisbonne, le vingt et un mars mil huit cent quatre-vingt cinq.

Lisbon, the twenty-first of March one thousand eight hundred and eighty-five.

- | | |
|--|-----------------------|
| <i>Pour l'Allemagne :</i> | SACHSE. |
| | FRITSCH. |
| <i>Pour les États-Unis d'Amérique :</i> | WILLIAM T. OTTO. |
| | JAS. S. CRAWFORD. |
| <i>Pour la République Argentine :</i> | F. P. HANSEN. |
| <i>Pour l'Autriche :</i> | DEWEZ. |
| | VARGES. |
| <i>Pour la Hongrie :</i> | GERVAY. |
| <i>Pour la Belgique :</i> | F. GIFE. |
| <i>Pour la Bolivie :</i> | JOAQUIN CASO. |
| <i>Pour le Brésil :</i> | LUIZ C. P. GUIMARÃES. |
| <i>Pour la Bulgarie :</i> | R. IVANOFF. |
| <i>Pour le Chili :</i> | M. MARTINEZ. |
| <i>Pour les États-Unis de Colombie :</i> | CÉSAR CONTO. |
| <i>Pour la République de Costa Rica :</i> | |
| <i>Pour le Danemark et les Colonies Danoises :</i> | LUND. |
| <i>Pour la République Dominicaine :</i> | R. GOMES DA SILVA. |
| <i>Pour l'Égypte :</i> | W. F. HALTON. |
| <i>Pour l'Équateur :</i> | ANTONIO FLORES. |
| <i>Pour l'Espagne et les Colonies Espagnoles :</i> | S. ALVAREZ BUGALLAL. |
| | A. HERCE. |
| <i>Pour la France :</i> | LABOULAYE. |
| | A. BESNIER. |

<i>Pour les Colonies Françaises :</i> . . .	LABOULAYE.
<i>Pour la Grande Bretagne et diverses Colonies Anglaises :</i>	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour le Canada :</i>	S. A. BLACKWOOD. H. BUXTON FORMAN.
<i>Pour l'Inde Britannique :</i>	H. E. M. JAMES.
<i>Pour la Grèce :</i>	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour le Guatemala :</i>	J. CARREIRA.
<i>Pour la République de Haïti :</i>	LABOULAYE. ANSAULT.
<i>Pour le Royaume de Hawaï :</i>	EUGÈNE BOREL.
<i>Pour la République du Honduras :</i> . .	J. CARREIRA.
<i>Pour l'Italie :</i>	J. B. TANTESIO.
<i>Pour le Japon :</i>	YASUSHI NAMURA.
<i>Pour la République de Libéria :</i> . . .	COMTE SENMARTI.
<i>Pour le Luxembourg :</i>	CH. RISCHARD.
<i>Pour le Mexique :</i>	L. BRETTON Y VEDEA.
<i>Pour le Monténégro :</i>	DEWEZ. VARGES.
<i>Pour le Nicaragua :</i>	MANUEL J. ALVEZ DINIZ.
<i>Pour le Paraguay :</i>	F. A. REBELLO.
<i>Pour les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises :</i>	HOFSTEDE. B. SWEERTS DE LANDAS WYBORGH.
<i>Pour le Pérou :</i> . . . . .	. . . . .
<i>Pour la Perse :</i>	N. SEMINO.
<i>Pour le Portugal :</i>	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS. ERNESTO MADEIRA PINTO.
<i>Pour les Colonies Portugaises :</i> . . .	GUILHERMINO AUGUSTO DE BARROS.
<i>Pour la Roumanie :</i>	JON GHICA.
<i>Pour la Russie :</i>	N. DE BASAK. GEORGES DE POGGENPOHL.
<i>Pour le Salvador :</i> . . . . .	. . . . .
<i>Pour la Serbie :</i> . . . . .	. . . . .
<i>Pour le Royaume de Siam :</i>	PRESDANG.
<i>Pour la Suède :</i>	W. ROOS.
<i>Pour la Norvège :</i>	HARALD ASCHE.
<i>Pour la Suisse :</i>	ED. HÖHN.
<i>Pour la Turquie :</i> . . . . .	. . . . .
<i>Pour l'Uruguay :</i>	ENRIQUE KUBLY.
<i>Pour le Vénézuéla :</i>	J. L. PERA. ORESPO.

H.

DEMANDE DE RETRAIT OU DE RECTIFICATION D'ADRESSE.*

RÉCLAMATION PAR VOIE POSTALE.

(Note à transmettre sous pli recommandé et aux frais du réclamant.)

I.—DEMANDE DE RETRAIT.

Prière de renvoyer au bureau de (d'origine)
 pour être remis à l'expéditeur l'..... (nature de l'objet)
 adressé à votre bureau le 188... et dont l'enveloppe est
 conforme au fac-similé ci-joint.
 A le 188...

Timbre du bureau:

Le.....des Postes,



II.—DEMANDE DE RECTIFICATION D'ADRESSE.

Prière de substituer (telle indication)
 à (telle autre indication) sur la suscription
 de l'..... (nature de l'objet) adressé à votre bureau
 le 188... du bureau de..... et dont l'enveloppe est conforme au
 fac-similé ci-joint.
 A le 188...

Timbre du bureau:

Le.....des Postes,



* Biffer le recto ou le verso, suivant le cas.

H.

RÉCLAMATION PAR VOIE TÉLÉGRAPHIQUE.

(Télégramme aux frais du réclamant.)

I.—DEMANDE DE RETRAIT.

Renvoyer à origine.....(tel objet) adressé.....
(ce jour ou le.....) à M.....(adresse exacte du destinataire)
 Griffe:.....(situation et description)
 Cachet:.....(description)
 Enveloppe:.....(format et couleur)
 Particularités:.....(annotations et signes de toute nature)

A....., le..... 188...

Timbre du bureau:



Le.....des Postes,

II.—DEMANDE DE RECTIFICATION D'ADRESSE.*

Substituer.....(telle indication) à.....
(telle autre indication) sur l'adresse de l.....(nature de l'objet)
 expédié.....(ce jour ou le.....) à votre bureau pour
 M.....(adresse exacte du destinataire)
 Griffe:.....(situation et description)
 Cachet:.....(description)
 Enveloppe:.....(format et couleur)
 Particularités:.....(annotations et signes de toute nature)

A....., le..... 188...

Timbre du bureau:



Le.....des Postes,

* N. B.—Il ne peut être satisfait à cette demande qu'après réception du fac-similé par la poste.

III.

REQUEST FOR WITHDRAWAL OR FOR CORRECTION OF ADDRESS.*

REQUEST BY POST.

(To be transmitted under registration, and at the expense of the person making the request.)

I.—REQUEST FOR WITHDRAWAL.

Please return to the office of (of origin), to be delivered to the sender, the (nature of article), addressed to your office on the 188..., the cover of which is like the fac-simile herewith.

....., the.....188...

[Stamp of office.]



The.....of Posts,

II.—REQUEST FOR CORRECTION OF ADDRESS.

Please substitute (give substitution), for (give original version), on the address of the (nature of article), addressed to your office on the 188., by the office of the cover of which is like the fac-simile herewith.

....., the.....188...

[Stamp of office.]



The.....of Posts,

* Cross out either I or II, as the case may be.

REQUEST BY TELEGRAPH.

(Telegram at the expense of the person making the request.)

I.—REQUEST FOR WITHDRAWAL.

Return to origin (such and such an article) addressed.....
..... (this day or on the) to M (exact address of addressee).
Stamped fac-simile of signature: (place and description).
Seal: (description).
Envelope: (form and color).
Special marks: (notes and signs of every kind).
....., the 188

[Stamp of office.]



The of Posts,
.....

II.—REQUEST FOR CORRECTION OF ADDRESS.*

Substitute (give substitution) for
..... (give original version) on the address of the (nature of article)
forwarded (this day or on the) to your office for
M (exact address of addressee).
Stamped fac-simile of signature: (place and description).
Seal: (description).
Envelope: (form and color).
Special marks: (notes and signs of every kind).
....., the 188

[Stamp of office.]



The of Posts,
.....

* This request cannot be complied with until the fac-simile has been received by mail.